

Le Premier ministre social - démocrate Victor Ponta, favori de l'élection présidentielle en Roumanie

Corinne Deloy

Analyse

Résumé :

18,3 millions de Roumains désigneront leur président de la République le 2 novembre prochain. Si aucun des 14 candidats en lice ne recueille la majorité absolue lors de ce 1er tour, un 2ème tour sera organisé deux semaines plus tard, soit le 16 novembre. Le chef de l'Etat sortant Traian Basescu, qui termine actuellement son 2ème mandat, ne peut pas se présenter de nouveau.

L'actuel Premier ministre Victor Ponta (Parti social - démocrate, PSD) est le favori de ce scrutin. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut CSCI, il recueillerait 42% des suffrages devant Klaus Johannis, qui obtiendrait 37% des voix. Calin Popescu-Tariceanu arriverait en 3ème position avec 9% des suffrages, devant Elena Udrea (6%), Dan Diaconescu (5%), Kelemen Humor (4%), Monica Macovei (3%) et Corneliu Vadim Tudor (2%). Les 2/3 des Roumains (68%) se déclarent prêts à se rendre aux urnes le 2 novembre.

294 bureaux de vote seront ouverts à l'étranger pour les Roumains vivant en dehors de leur pays. Lors de la dernière élection présidentielle des 22 novembre et 6 décembre 2009, 146 000 s'étaient rendus aux urnes, un nombre record.

LES CANDIDATS EN LICE

En Roumanie, le Président de la République est élu pour 5 ans. Tout candidat à la magistrature suprême doit être âgé d'au moins 35 ans et déposer une liste d'au moins 200 000 signatures d'électeurs en faveur de sa candidature. Il doit également jurer sur l'honneur ne pas avoir collaboré avec les services de la Securitate, police secrète roumaine sous le régime communiste.

Le chef de l'Etat roumain dispose de pouvoirs limités. Il nomme le Premier ministre « après consultation du parti disposant de la majorité absolue au parlement ou,

si cette majorité n'existe pas, des partis représentés au parlement » (article 103-1 de la Constitution) qu'il ne peut le révoquer.

La Roumanie possède un Parlement bicaméral renouvelé tous les 4 ans au sein de 41 circonscriptions au système majoritaire mixte. La Chambre haute, le Sénat, compte 143 membres et la Chambre basse, la Chambre des députés (Camera deputatilor), 346. Les minorités nationales (Roms, Allemands, Arméniens, Italiens, Croates, Albanais, Serbes, etc.) disposent d'un nombre de sièges réservés à la Chambre des députés (18).

14 personnalités sont officiellement candidates à la fonction présidentielle :

- Victor Ponta (Parti social-démocrate, PSD), Premier ministre depuis le 7 mai 2012 et président du Parti social-démocrate depuis le 21 février 2010 ;
- Klaus Johannis (Parti national-libéral, PNL), maire de Sibiu, membre du Forum démocratique des Allemands de Roumanie (FDGR), et soutenu par l'Alliance chrétienne-libérale (ACL) ;
- Calin Popescu-Tariceanu (Parti libéral-réformiste), actuel président du Sénat et ancien Premier ministre (2004-2008) ;
- Dan Diaconescu (Parti populaire-Dan Diaconescu, PP-DD), ancien animateur du show Dan Diaconescu Direct sur la chaîne de télévision OTV ;
- Elena Udrea (Parti du mouvement populaire),

ancienne ministre du Développement régional et du Tourisme (2009-2012) soutenu par le président de la République sortant Traian Basescu ;

- Hunor Kelemen (Union démocratique des Hongrois de Roumanie, UDMR), actuel ministre de la Culture ;
- Monica Macovei, membre du Parti libéral-démocrate (PD-L) qui se présente en candidate indépendante, actuelle députée européenne et ancienne ministre de la Justice (2004-2007) ;
- William Brinza (Parti écologiste roumain, PER) ;
- Constantin Rotaru (Parti de l'alliance socialiste, PAS) ;
- Corneliu Vadim Tudor (Parti de la grande Roumanie, PRM) ;
- Zsolt Szilagyi (Parti du peuple hongrois de Transylvanie, EMNP) ;
- Mirel Mircea Amaritei (Parti Prodemo) ;
- Teodor Melescanu, indépendant ;
- Gheorghe Funar, indépendant.

2014, L'HEURE DE LA GAUCHE A-T-ELLE SONNÉ ?

Le Premier ministre Victor Ponta peut s'appuyer sur les bons chiffres de la croissance de la Roumanie (3,5% en 2013) et la légère baisse du taux de chômage (7%, chiffre de juillet 2014). Les questions économiques devraient d'ailleurs dominer la campagne électorale. L'agence de notation Fitch a maintenu la note de Bucarest et indiqué qu'elle pensait que le pays parviendrait cette année à atteindre son objectif de faire baisser le déficit budgétaire à 2,2% du PIB. Une enquête d'opinion réalisée en juin dernier par l'institut CATI a toutefois révélé que plus de la moitié des Roumains (54%) pensaient que leur pays allait dans la mauvaise direction.

Sur le plan extérieur, le chef du gouvernement roumain s'est récemment dissocié de la Russie de Vladimir Poutine et a proposé que Bucarest renforce ses liens avec les Etats-Unis.

« Nous avons appris suffisamment appris pour ne pas perdre l'élection présidentielle pour la 3ème fois » a déclaré le Premier ministre. « Mon programme présidentiel comprend une priorité : la Roumanie a besoin d'un changement véritable, de façon à ce qui a été source de divisions au cours des dix dernières années disparaisse. Par ces termes, je veux dire que nous devons réunifier les Roumains. Cela constitue mon

principal objectif » a indiqué Victor Ponta. Celui-ci a été désigné officiellement candidat lors du congrès extraordinaire de son parti le 12 septembre dernier à Alba Iulia. Il a lancé sa campagne électorale huit jours plus tard, le jour de ses 42 ans, dans le National Arena Stadium de Bucarest devant une foule de 70 000 personnes. Son programme est intitulé *Victor Ponta président – la grande union des Roumains*. Le Premier ministre a choisi pour slogan « *Fier d'être Roumain* » et avoué son désir d'être le président de son pays en 2018, année où la Roumanie célébrera les cent ans de la grande union de 1918 (cette année-là, les territoires austro-hongrois et russes peuplés de roumanophones que sont la Bessarabie, la Bucovine, le Maramures, la Crisana, le Banat et la Transylvanie ont rejoint le royaume de Roumanie).

Enfin, il a tenu à assurer ses compatriotes que s'il accède à la présidence de la République, le pays ne connaîtra plus aucun conflit entre son président et son chef du gouvernement [1]. Le dernier événement en date est la tentative du parlement de faire démissionner le président de la République Traian Basescu que certains députés estimaient « *ne plus posséder le prestige l'intégrité morale pour incarner la légitimité de la fonction présidentielle* ». Cette tentative a échoué le 14 juin, le texte soumis au vote des députés n'a pas recueilli la majorité des suffrages.

Le Premier ministre est soutenu par l'Union nationale pour le progrès de la Roumanie (UNPR) de Gabriel Oprea et le Parti conservateur (PC) de Daniel Constantin, 2 partis membres de la coalition gouvernementale qu'il dirige. Il a déclaré qu'il espérait affronter Calin Popescu-Tariceanu lors du 2ème tour le 16 novembre, précisant que se retrouver face à Elena Udrea, Klaus Johannis ou Monica Macovei équivaldrait à affronter le président de la République sortant Traian Basescu.

7 Roumains sur 10 (70%) s'attendent à une victoire de Victor Ponta.

La droite reste associée dans l'esprit des Roumains avec la politique d'austérité menée par l'ancien Premier ministre (2008-2012) Emil Boc (Parti démocrate-libéral, PD-L), soutenu par le président de la République sortant Traian Basescu. La droite roumaine souffre également de sa fragmentation. Les partis sont si divisés qu'ils passent plus de temps à se quereller entre eux qu'à le disputer à la gauche au pouvoir.

Le 5 février 2011, le Parti national-libéral (PNL) s'est

1. Les Roumains ont été appelés aux urnes à deux reprises pour se prononcer par référendum sur la destitution de leur Chef d'Etat Traian Basescu. Le 19 mai 2007, les trois quarts des électeurs (74,48%) avaient choisi de s'opposer à cette décision et le 29 juillet 2012, la majorité des Roumains, appelés à se prononcer pour ou contre la destitution du chef de l'Etat, avaient boudé les urnes. Seuls 46,13% étaient allés voter alors que la participation d'au moins la moitié des inscrits était obligatoire pour que la consultation soit valide.

allié au Parti social-démocrate de Victor Ponta, à l'Union nationale pour le progrès de la Roumanie et au Parti conservateur au sein de l'Union sociale - libérale. Trois ans plus tard, le 25 février 2014, le Parti national-libéral a quitté cette union et rejoint l'opposition de droite après une dispute entre son dirigeant Crin Antonescu et le Premier ministre Victor Ponta à propos de la composition du gouvernement.

Aux élections européennes du 25 mai dernier, les forces de droite ont été largement battues par les sociaux-démocrates : le Parti national-libéral et le Parti démocrate-libéral (PD-L) ont recueilli ensemble 27,23% des suffrages (-17 points par rapport à 2009) pour 37,6% des voix au parti du Premier ministre Victor Ponta). Quelques jours plus tard, le Parti national-libéral a fusionné avec le Parti démocrate-libéral et de présenter un candidat commun pour le scrutin présidentiel des 2 et 16 novembre prochains. Les 2 partis concourront sous l'étiquette d'Alliance chrétienne libérale (Alianta Crestin Liberal, ACL). Le parti qui sera formé, probablement à la fin de cette année, à partir des 2 principaux partis de droite du pays devrait conserver le nom de Parti national-libéral. Le 3 juillet, le président du Sénat Calin Popescu-Tariceanu, opposé à la fusion comme au passage du Parti national-libéral, auparavant membre de l'Alliance des démocrates et libéraux pour l'Europe (ADLE) au Parti populaire européen (PPE), a annoncé la création du Parti libéral-réformiste. L'homme est nostalgique de l'Union social-libérale et souhaite que son parti se rapproche du Parti social-démocrate.

Le président de la chambre haute est candidat à l'élection présidentielle et espère recueillir 20% des suffrages au 1er tour de scrutin pour affronter Victor Ponta le 16 novembre. Son programme est intitulé « *La Roumanie, septième puissance d'Europe* ». Il met l'accent sur trois points : la réforme administrative et politique, l'éducation et la culture et enfin, la démographie. Calin Popescu-Tariceanu veut encourager les 3 millions de Roumains qui ont émigré dans d'autres pays d'Europe à rentrer au pays.

Klaus Johannis, dirigeant du Parti national-libéral par intérim, a annoncé sa candidature le 11 août dernier. Il représentera l'Alliance chrétienne-libérale. Maire de Sibiu (Hermannstadt), ville située en Transylvanie, depuis 2000 (il effectue actuellement son quatrième

mandat à la tête de la ville), l'homme est un symbole de réussite : il a en effet complètement transformé sa ville en renouvelant les infrastructures et en restaurant son centre historique. Sibiu a alors connu un véritable essor économique et est devenue une destination touristique privilégiée qui a été choisie comme capitale européenne de la culture en 2007, année où la Roumanie a rejoint l'Union européenne. « *Sibiu est la preuve vivante qu'en Roumanie, il est possible d'avoir une administration saine et efficace, que l'on peut faire une politique décente sans scandale et sans injure, que l'on peut encourager les investissements qui créent la prospérité. Si nous avons pu le faire à Sibiu, nous pouvons le faire dans toute la Roumanie* » a déclaré Klaus Johannis.

« *Qui aurait imaginé que moi, enseignant au nom allemand (...) se retrouverait un jour devant des dizaines de milliers de personnes pour présenter sa vision de la Roumanie ? C'est la première fois depuis la chute du communisme il y a 25 ans qu'une structure politique d'envergure désigne pour la fonction présidentielle un candidat appartenant à une minorité ethnique. Cela prouve que la société roumaine est mûre. Nous ne pouvons pas demander le respect des autres si nous ne nous respectons pas nous-mêmes. Dans ma vision des choses, la Roumanie sera un pays occidental* » a-t-il également indiqué.

La Transylvanie compte depuis le XIIe siècle une importante minorité allemande venue défendre la frontière orientale du royaume de Hongrie contre les incursions des Tatars et, plus tard, des Turcs à la demande roi Géza II de Hongrie. Les Roumains d'origine allemande étaient 745 000 en 1930 et ne sont plus désormais que 30 000. Au cours de son règne, Nicolae Ceaucescu a « vendu » de nombreux Roumains d'origine allemande à la République fédérale d'Allemagne. Un étudiant en début de cursus était « vendu » 5 500 Deutsche Mark (2 700 €) ; un étudiant en fin d'études, 7 000 Deutsche Mark (3 500 €) et un étudiant diplômé, 11 000 Deutsche Mark (5 500 €). La Roumanie aurait gagné plus d'un milliard de Deutsche Mark avec ces transactions. Après l'effondrement du régime communiste en 1989, les Roumains d'origine allemande ont quitté le pays en masse.

« *Je veux moins de politique spectacle et plus de sérieux. Vous me connaissez, je suis un homme qui*

Élection présidentielle en Roumanie 02 novembre 2014

privilégie l'action au détriment des paroles, l'homme des promesses tenues (...) Je propose aux Roumains une décennie de prospérité et d'Etat de droit » a indiqué Klaus Johannis qui, dans son programme intitulé *La Roumanie des choses bien faites*, a fait de l'emploi des jeunes, la réforme de l'éducation, le rapprochement de

la Roumanie avec l'Union européenne et les Etats-Unis et la croissance économique ses priorités.

Selon le sociologue Barbu Mateescu, « *les candidats ont tout intérêt à prendre leurs distances avec les partis. Aucun parti n'a une image propre et chacun a plusieurs de ses membres derrière les barreaux* ».

Rappel des résultats de l'élection présidentielle des 22 novembre et 6 décembre 2009 en Roumanie

Participation : 54,37% (1er tour) et 58,02% (2e tour)

| Candidats | Nombre de voix obtenues (1er tour) | Pourcentage des suffrages recueillis (1er tour) | Nombre de voix obtenues (2e tour) | Pourcentage des suffrages recueillis (2e tour) |
|--|------------------------------------|---|-----------------------------------|--|
| Traian Basescu (Parti démocrate-libéral, PD-L) | 3 153 640 | 32,44 | 5 275 808 | 50,33 |
| Mircea Geoana (Parti social-démocrate-Parti conservateur, PSD-PC) | 3 027 838 | 31,15 | 5 205 760 | 49,66 |
| Crin Antonescu (Parti national-libéral, PNL) | 1 945 831 | 20,02 | | |
| Corneliu Vadim Tudor (Parti de la grande Roumanie, PRM) | 540 380 | 5,56 | | |
| Hunor Kelemen (Union démocratique des Hongrois de Roumanie, UDMR) | 372 761 | 3,83 | | |
| Sorin Oprea (indépendant) | 309 764 | 3,18 | | |
| George Becali (Parti de la nouvelle génération, PNG) | 186 390 | 1,91 | | |
| Remus Cernea (Parti vert, PV) | 60 539 | 0,62 | | |
| Constantin Rotaru (Parti de l'alliance socialiste, PAS) | 43 684 | 0,45 | | |
| Gheorghe-Eduard Manole (indépendant) | 34 189 | 0,35 | | |
| Ovidiu-Cristian Iane (Parti écologiste, PER) | 22 515 | 0,23 | | |
| Constantin-Ninel Potirca (indépendant) | 21 306 | 0,21 | | |

Source : Site internet des élections en Roumanie (<http://www.bec2009p.ro/rezultate.html>)

Surprise en Roumanie où Klaus Johannis remporte l'élection

05

Résumé :

Grosse surprise en Roumanie où, contrairement aux prévisions des enquêtes d'opinion, Klaus Johannis (Parti national-libéral, PNL), maire de Sibiu et membre du Forum démocratique des Allemands de Roumanie (FDGR), a remporté le 2e tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulé le 16 novembre. Le candidat de l'opposition de droite a recueilli 54% des suffrages contre 46% à Victor Ponta, Premier ministre sortant, président du Parti social-démocrate (PSD). L'écart entre les deux hommes (8 points) est inhabituel en Roumanie où les scrutins présidentiels sont souvent très serrés.

Victor Ponta était arrivé en tête au 1er tour organisé le 2 novembre dernier avec 40,44% des suffrages pour 30,37% à Klaus Johannis.

La victoire de Klaus Johannis marque une véritable rupture en Roumanie, contrôlée par la nomenklatura post-communiste depuis la chute de Nicolae Ceausescu en décembre 1989.

La participation a été forte et s'est élevée à 61,5%, soit +3,48 points par rapport au 2e tour de la précédente élection présidentielle des 22 novembre et 6 décembre 2009 et +8,33 points par rapport au 1er tour.

« *Tout dépendra de la mobilisation des électeurs des zones urbaines et de l'étranger qui ont été indignés par la mauvaise organisation du 2 novembre* » avait souligné Alina Mungiu-Pippidi, professeur de science politique à l'université Hertie de Berlin au lendemain du 1er tour. « *Si 4 à 5% de personnes supplémentaires des zones urbaines viennent voter au 2e tour, Klaus Iohannis remportera l'élection présidentielle* » avait-elle conclu. « *Si les électeurs des grandes villes, qui sont plutôt favorables à l'opposition, se mobilisent, Klaus Johannis a une chance* » avait souligné le directeur du Centre roumain pour des politiques européennes, Cristian Ghinea, selon lequel Victor Ponta a réussi à mobiliser les gens contre sa candidature.

La forte mobilisation, notamment des expatriés et des jeunes, a en effet fait mentir les sondages et permis la victoire du candidat de l'opposition. Traian Basescu était devenu président de la République pour la deuxième fois en 2009 en grande partie grâce au vote des Roumains expatriés.

Beaucoup de Roumains vivant à l'étranger n'avaient pas pu s'exprimer lors du 1er tour le 2 novembre dernier. Seuls 160 056 d'entre eux avaient déposé un bulletin

dans l'urne en raison d'un nombre insuffisant de bureaux de vote (294 au total et seulement 160 000 bulletins imprimés pour environ 4 millions d'électeurs), notamment en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Belgique. Entre les deux tours de scrutin, des manifestations avaient été organisées à Bucarest et dans les villes de Cluj, Timisoara, Sibiu, Brasov, Oradea et Constanta en solidarité avec les Roumains expatriés qui n'avaient pas pu remplir leur devoir civique. Le 10 novembre, le ministre des Affaires étrangères Titus Corlatean (PSD), responsable de l'organisation du vote des expatriés, avait dû démissionner de ses fonctions. Il s'était défendu des accusations portées contre lui en expliquant que la législation interdisait au ministère de mettre en place davantage de bureaux de vote, une information démentie par le Bureau électoral central. Le ministre avait cependant assuré que des mesures seraient prises pour assurer le bon déroulement des opérations de vote dans les ambassades pour le 2e tour : augmentation du nombre d'isoloirs et possibilité de téléchargement en ligne, donc avant l'arrivée au bureau de vote, du formulaire anti fraude (tout électeur doit déclarer sur l'honneur qu'il n'a pas déjà voté dans un autre lieu)

Titus Corlatean a été remplacé par Teodor Melecanu, ancien chef de la diplomatie (1992-1996) et par ailleurs candidat à l'élection présidentielle (0,56% des suffrages au 1er tour).

Corinne Deloy

Résultats

Élection présidentielle en Roumanie 02 novembre 2014

Selon les sondages, 46% des Roumains de l'étranger avaient voté pour Klaus Johannis et 15,8% pour Victor Ponta le 2 novembre dernier. « *Il est triste de voir qu'un candidat profite de sa fonction publique pour empêcher les citoyens d'exercer un droit constitutionnel. Victor Ponta est une menace pour la démocratie* » avait déclaré Klaus Johannis à l'issue du 1er tour. Sergiu Miscoiu, analyste au Centre d'études politiques et de recherches internationales (CESPRI) de Cluj, a affirmé que Victor Ponta avait commis une « grave erreur » en ostracisant

les expatriés. En effet, cette décision a eu pour effet de renforcer la solidarité entre les Roumains.

« *Chers Roumains, vous avez été des héros. 25 ans après la révolution, les gens ont été obligés de sortir dans la rue pour défendre leur droit de voter. Je salue les Roumains de la diaspora qui ont fait la queue pendant des heures pour voter* » a déclaré Klaus Johannis après le 2e tour. 379 000 Roumains de l'étranger, soit plus du double du nombre du 1er tour de scrutin, ont voté le 16 novembre.

Résultats de l'élection présidentielle des 2 et 16 novembre 2014 en Roumanie

Participation : 53,17% (1er tour) et 61,50% (2e tour)

| Candidats | Nombre de voix obtenues (1er tour) | Pourcentage des suffrages recueillis (1er tour) | Pourcentage des suffrages recueillis (2e tour) |
|--|------------------------------------|---|--|
| Klaus Johannis (Parti national-libéral, PNL) | 2 881 406 | 30,37 | 54 |
| Victor Ponta (Parti social-démocrate, PSD) | 3 836 093 | 40,44 | 46 |
| Calin Popescu-Tariceanu (Parti libéral-réformiste) | 508 572 | 5,36 | |
| Elena Udrea (Parti du mouvement populaire) | 493 376 | 5,20 | |
| Monica Macovei (indépendante) | 421 648 | 4,44 | |
| Dan Diaconescu (Parti populaire-Dan Diaconescu, PP-DD) | 382 526 | 4,03 | |
| Corneliu Vadim Tudor (Parti de la grande Roumanie, PRM) | 349 416 | 3,68 | |
| Hunor Kelemen (Union démocratique des Hongrois de Roumanie, UDMR) | 329 727 | 3,47 | |
| Zsolt Szilagyi (Parti du peuple hongrois de Transylvanie, EMNP) | 104 131 | 1,09 | |
| Teodor Melescanu (indépendant) | 53 146 | 0,56 | |
| Gheorghe Funar (indépendant) | 45 405 | 0,47 | |
| William Brinza (Parti écologiste roumain, PER) | 43 194 | 0,45 | |
| Constantin Rotaru (Parti de l'alliance socialiste, PAS) | 28 805 | 0,30 | |
| Mirel Mircea Amaritei (Parti Prodemo) | 7 895 | 0,08 | |

Source : Commission électorale centrale d'Ukraine

« *Grâce à vous, une autre Roumanie va voir le jour. La Roumanie que nous souhaitons exclut tout conflit ou revanche ; elle sera fondée sur votre vote et sur notre parole* » a déclaré Klaus Johannis, qui avait choisi pour slogan « *La Roumanie de la chose bien faite* ».

« *Je vais faire à l'échelle de la Roumanie ce que j'ai fait à Sibiu* » a-t-il promis. « *Ma vision des choses, c'est que la Roumanie est un pays occidental* » a-t-il ajouté, précisant que « *ce qui se passe aujourd'hui en Hongrie ne relève pas de la démocratie et ne vas pas dans la bonne direction* ».

Enfin, le nouveau président de la République a promis de consolider l'Etat de droit et de mettre en place un système judiciaire totalement indépendant.

« *Nous sommes un pays démocratique. Le peuple a toujours raison* » a indiqué le Premier ministre Victor Ponta en apprenant sa défaite qu'il a très tôt reconnue. Il n'avait pas hésité à jouer sur la fibre nationaliste (alors qu'il était opposé à un adversaire surnommé « l'Allemand » en raison de ses origines) comme à encenser l'esprit religieux (« *Celui qui croit en Dieu est quelqu'un de bien. Lui seul peut prendre soin des autres* » avait-il déclaré lors du lancement de sa campagne électorale).

Sûr de sa victoire, Victor Ponta avait déjà choisi celui qui lui succéderait au poste de Premier ministre, en la personne du président du Sénat, l'ancien Premier ministre (2004-2008) et candidat à l'élection présidentielle Calin Popescu-Tariceanu (Parti libéral-réformiste). « *Nous avons appris suffisamment appris pour ne pas perdre l'élection présidentielle pour la troisième fois* » avait-il aussi répété. La confiance n'aura pas été suffisante pour le Premier ministre qui a cependant déclaré qu'il n'avait pour l'heure aucune raison de démissionner.

Agé de 56 ans, Klaus Johannis est originaire de Sibiu (Hermannstadt en allemand), ville dont il est devenu maire en 2000, le premier d'origine allemande dans une ville roumaine depuis Alfred Dörr, maire de Sibiu entre 1940 et 1945. Régulièrement réélu (il a obtenu un 4e mandat avec 78,4% des suffrages lors des élections locales 10 et 24 juin 2012), ce membre de la minorité allemande de Roumanie est un symbole de réussite : il a en effet complètement transformé sa ville en renouvelant ses infrastructures et en restaurant son centre historique. Sibiu connaît depuis qu'il la gouverne un véritable essor économique et est devenue une destination touristique privilégiée qui a été choisie comme capitale européenne de la culture en 2007, année où la Roumanie a rejoint l'Union européenne. « *Sibiu est la preuve vivante qu'en Roumanie, il est possible d'avoir une administration saine et efficace, que l'on peut faire une politique décente sans scandale ni injure, que l'on peut encourager les investissements qui créent la prospérité. Si nous avons pu le faire à Sibiu, nous pouvons le faire dans toute la Roumanie* » a répété Klaus Johannis.

« *Qui aurait imaginé que moi, enseignant au nom allemand (...) me retrouverait un jour devant des dizaines de milliers*

de personnes pour présenter ma vision de la Roumanie ? C'est la première fois depuis la chute du communisme il y a 25 ans qu'une structure politique d'envergure désigne pour la fonction présidentielle un candidat appartenant à une minorité ethnique. Cela prouve que la société roumaine est mûre. Nous ne pouvons pas demander le respect des autres si nous ne nous respectons pas nous-mêmes » avait indiqué le maire de Sibiu au début de sa campagne électorale.

La Transylvanie compte depuis le XIIe siècle une importante minorité allemande venue défendre la frontière orientale du royaume de Hongrie contre les incursions des Tatars et, plus tard, des Turcs à la demande du roi Géza II de Hongrie. Les Roumains d'origine allemande étaient 745 000 en 1930 et ne sont plus que 30 000. Au cours de son règne, Nicolae Ceaucescu a « vendu » de nombreux Roumains d'origine allemande à la République fédérale d'Allemagne. Un étudiant en début de cursus était « vendu » 5 500 Deutsche Mark (2 700 €) ; un étudiant en fin d'études, 7 000 Deutsche Mark (3 500 €) et un étudiant diplômé, 11 000 Deutsche Mark (5 500 €). La Roumanie aurait gagné plus d'un milliard de Deutsche Mark avec ces transactions. Après l'effondrement du régime communiste en 1989, les Roumains d'origine allemande ont quitté le pays en masse.

« *La Roumanie représente une exception positive, par son choix d'un président membre d'une minorité ethnique qui compte quelque 60 000 membres (0,30% du total) sur une population de 20 millions* » a déclaré le politologue Radu Alexandru. Notons que le nouveau chef de l'Etat est protestant tandis que la majorité des Roumains sont orthodoxes.

Diplômé en physique de l'université Babes-Bolyai de Cluj, Klaus Johannis a enseigné d'abord la physique avant de devenir inspecteur de l'enseignement primaire. Il a adhéré au Forum démocratique des Allemands de Roumanie (FGDR) en 1990. Son nom est évoqué en 2009 pour remplacer Emil Boc (Parti démocrate-libéral, PDL) au poste de Premier ministre mais le président de la République Traian Basescu s'y est opposé. Klaus Johannis a rejoint le Parti national-libéral en 2013. Le 28 juin 2014, il a succédé à Crin Antonescu, démissionnaire après la performance du parti aux élections européennes du 25 mai, à la présidence du parti.

Après la fusion du parti avec le Parti démocrate-libéral,

Élection présidentielle en Roumanie 02 novembre 2014

Klaus Johannis a été choisi pour représenter les 2 partis, réunis sous l'étiquette d'Alliance chrétienne libérale (Alianta Crestin Liberal, ACL), à l'élection présidentielle des 2 et 16 novembre.

Le parti qui sera formé, probablement à la fin de cette année, à partir des 2 principaux partis de droite du pays, devrait conserver le nom de Parti national-libéral.

Klaus Johannis succèdera donc le 22 décembre prochain, soit 25 ans jour pour jour après la révolution roumaine de 1989, à Traian Basescu au Palais Cotroceni, résidence des présidents de la République à Bucarest.

« Klaus Johannis va utiliser son influence présidentielle pour saper la majorité dont dispose le gouvernement de Victor Ponta au parlement » a souligné Tsveta Petrova, analyste à Eurasia Group qui, avant le scrutin, avait indiqué que le nouveau chef de l'Etat était certainement plus favorable aux entreprises que Victor Ponta.

Le nouveau chef de l'Etat a promis que « les années de la difficile cohabitation entre le chef du gouvernement et le président de la République Traian Basescu ne se répèteront pas ». « Le chef de l'Etat devra être un contrepoids à la forte majorité de gauche au Parlement » a souligné Cristian Ghinea, directeur du Centre roumain pour des politiques européennes.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.